Communiqué

Bolivie - Derrière la démission d'Evo Morales en Bolivie : un coup d'État

mercredi 13 novembre 2019, par FAL (Date de rédaction antérieure : 11 novembre 2019).

France Amérique Latine condamne avec la plus grande fermeté le coup d'État survenu en Bolivie, car c'est bien cela dont il s'agit, derrière la démission du président Evo Morales et de son vice président Alvaro Garcia Linera.

Soutenues par les États-Unis de Trump (mais aussi par Bolsonaro et Piñera), la droite, l'extrême droite et certains secteurs de l'armée, utilisant la menace d'un bain de sang et les mobilisations en cours, ont en effet obtenu la démission du gouvernement bolivien.

Cette démission contrainte est l'aboutissement de plusieurs jours de pression dans le pays : après le résultat contesté de l'élection présidentielle du 20 octobre qui avait donné la victoire à Evo Morales, la droite s'est regroupée derrière son candidat Carlos Mesa, puis progressivement sous la bannière de Fernando Camacho, leader fascisant du Comité Civique Pro Santa Cruz, pour mener des manifestations de plus en plus violentes et racistes. Multipliant les attaques contre tous les symboles du régime, brûlant des locaux, lynchant des personnalités du Movimiento Al Socialismo, le parti de gouvernement, la droite a cherché et obtenu l'appui de membres de la police et du commandement des forces armées pour pousser Morales à la démission.

Derrière les violences de ces derniers jours, on retrouve la marque du courant patronal qui avait organisé, sans succès, les émeutes de 2008, tentant d'obtenir la sécession de la région de Santa Cruz. N'ayant jamais accepté la politique redistributive d'Evo Morales, ce mouvement est prêt à entraîner le pays dans une guerre civile en défense de ses intérêts économiques.

Plusieurs fois au cours de l'histoire, les militaires ont imposé des régimes de dictature contre le peuple bolivien. D'heure en heure, les masques tombent : alors qu'Evo Morales propose de réorganiser des élections sous le contrôle de personnalités indépendantes, la droite et l'armée refusent cette sortie de crise, mettant en péril la paix dans le pays et révélant clairement que le but de l'opposition, loin d'un prétendu souci de démocratie, est bien de prendre le pouvoir par la force et d'y réinstaller la droite alliée à l'extrême-droite, en mettant en place un gouvernement provisoire non élu.

L'association France Amérique latine

• condamne ce coup de force contre le gouvernement d'Evo Morales.

• soutient sa demande de procéder à de nouvelles élections afin de sortir de la crise politique.

• s'alarme de l'irruption du climat de guerre civile orchestré par l'opposition.

• s'inquiète des actes de persécution et de violence envers les membres de l'exécutif bolivien, des

dirigeants syndicaux, et de leurs familles.

• demande aux organismes internationaux, aux États d'Amérique latine, mais aussi à la France et à l'Union Européenne de ne pas reconnaître le gouvernement de facto promu par l'opposition.

Bureau National de FAL, Paris, 11 novembre 2019